REPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Département d'Indre-et-Loire

PREMIERE CIRCONSCRIPTION



Marcel LONGUET

Ouvrier du Bâtiment - Secrétaire Fédéral du Parti Communiste
Conseiller Municipal de Tours - Ancien Conseiller Général

CANDIDAT DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES ! ELECTEURS !

LE coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

NOTRE PROGRAMME

POUR dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1 RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentaton des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2 PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3 POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTRICES, ELECTEURS !

Déjà aux élections du 2 Janvier 1956, plus de 92.000 Tourangeaux avaient voté pour que ça change, pour en finir avec la guerre d'Algérie et la misère, mais leurs espoirs ont été trahis par Guy MOLLET, les dirigeants socialistes, et tous ceux qui ont fait la politique de la réaction par anticommunisme.

Aujourd'hui, encore plus qu'hier, vous voulez que ça change.

Mais cet espoir, ce ne sont pas les vieux politiciens combinards qui peuvent vous l'apporter, pas plus que les soi-disant « hommes nouveaux » qui en accord avec les premiers continuent en l'aggravant la politique de guerre et de misère.

Comment les Républicains, les Démocrates peuvent-ils faire confiance à l'aventurier fasciste JACQUET ; que peuvent-ils espérer de ROYER...

Les travailleurs, les malheureux, les mal-logés, les laïcs que peuvent-ils attendre des candidats de la droite allant de BAGNEUX à DUMOULIN, en passant par TRIBUT (sans Parti ?) qui veut se faire élire en acceptant d'être le poulain de DEBRE ? Quelles que soient les promesses faites par ces hommes qui ont la direction de la ville de Tours, que peuvent-ils réaliser ?... alors que tous cautionnent une politique qui est un obstacle aux réalisations municipales, impatiemment attendues par la population : le curetage des taudis et leur remplacement par des logements accessibles aux ouvriers ; la construction d'écoles « JEAN-MACE » et Place Louis-Desmoulins, de lycées et collèges techniques à Grammont, l'amélioration de la voierie, de l'urbanisme, etc...

Quant à Jean MEUNIER, candidat du Parti Socialiste, qui soutient et approuve Guy MOLLET, comment les hommes de gauche pourraient-ils accorder leur confiance à celui qui n'a cessé de s'employer à diviser les rangs de la classe ouvrière et les forces de gauche, à celui qui avec son Parti n'a cessé de partager la responsabilité du pouvoir avec la droite depuis 10 ans. Guy MOLLET ne siège-t-il pas aux côtés des DEBRE, SOUSTELLE, PINAY et des hommes du grand capital, ministres dans le gouvernement DE GAULLE. En refusant l'alliance avec les Communistes, MEUNIER n'a-t-il pas renoncé du même coup aux promesses déjà faites à ses électeurs, le 2 Janvier 1956. En refusant nos propositions concrètes d'union pour battre la réaction dans les différentes élections, n'a-t-il pas fait le jeu des ennemis de l'école laïque, en faisant élire LEPAGE à Tours-Sud, METADIER à Tours-Ouest, alors qu'il a fait de LOURY l'élu de la réaction à Tours-Est.

Enfin comment Jean MEUNIER peut-il oser affirmer qu'il a été contre Munich et la capitulation alors qu'il a voté pour (« J. O. », scrutin 612 du 4-10-38).

Pour expliquer sa capitulation il écrivait dans le « Réveil Socialiste » du 13 octobre 1938 : « Je sais qu'il y a un risque : celui d'encourager Hitler dans ses revendications, de paraître capituler, céder à la peur. J'accepte de courir ce risque ».

Lorsqu'il affirme : « Mon attitude d'hier est le garant de celle que je pourrais prendre demain », vous pouvez juger : Aujourd'hui comme hier, en se faisant l'allié de la réaction, Jean MEUNIER fait courir le risque d'entraîner la France à la catastrophe.

Ceux qui se recommandent de de GAULLE, qui présentent sa politique comme une solution, comme la garantie du renouveau, trompent les électeurs. Alors que depuis 5 mois il dispose de tous les pouvoirs, il n'a rien réglé dans le sens des intérêts de la classe ouvrière et de la France.

Poursuivant nos efforts d'union pour rassembler les forces de gauche et républicaines, pour battre la réaction à l'occasion des élections législatives, notre Parti déclare qu'il ne donnera aucune prime, aucune récompense à ceux qui s'emploient à diviser la classe ouvrière et les forces républicaines par l'anti-communisme, et qui se complaisent dans le rôle d'alliés de la réaction.

Notre Parti et ses élus ont tenu leurs promesses.

L'exemple de Madeleine BOUTARD à l'Assemblée Nationale, de Marcel LONGUET au Conseil Général, de Jean BONNIN à la tête de la municipalité de Saint-Pierre-des-Corps, soulignent que les élus communistes restent fidèles aux engagements qu'ils prennent devant les électeurs et qu'ils œuvrent toujours en faveur du peuple, et en premier lieu des plus malheureux.

Avec **Marcel LONGUET**, ouvrier du bâtiment, les travailleurs ont la certitude d'avoir un défenseur ardent de leurs revendications sociales contre lesquelles s'opposent toujours les élus de la bourgeoisie.

Les mal-logés, sont sûrs de trouver en lui un défenseur intègre de leur cause, face aux combines partisanes de ceux qui font de la démagogie, mais qui s'opposent à une politique de progrès social et de paix en Algérie, seul moyen de trouver les milliards nécessaires pour satisfaire les 4.000 demandes de logement, inscrites sur Tours, Saint-Pierre-des-Corps et Saint-Avertin.

Comme il l'a démontré au Conseil Général et aussi avec son groupe au Conseil Municipal de Tours, les vieux, plongés dans la misère, sont sûrs de trouver en lui une aide efficace, ainsi que la jeunesse qui n'a plus de débouchés que la guerre.

Votre confiance ira aussi vers **son remplaçant éventuel : Jean BONNIN,** maire de Saint-Pierre-des-Corps, qui, d'une ville sinistrée à 80 %, a fait une ville moderne, au service des travailleurs, au service du peuple. C'est cet exemple de dynamisme, de progrès, que les industriels qui ont leurs représentants au Conseil Municipal de Tours, et qui sont candidats, que les hommes au pouvoir, comme DEBRE, voudraient supprimer avec le « GRAND TOURS ».

- **Pour barrer la route à la réaction.**
- **Pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple, aux intérêts de la Nation.**
- **Pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix.**

★ ***Pour la victoire de la République***

★ ***Pour l'avenir de la France***

VOTEZ et FAITES VOTER pour

Marcel LONGUET

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTEURS, ATTENTION ! — Pour que votre bulletin soit valable, ne rayez aucun nom.

Imp. « I. V. d. P. » - Tours

Vu, le Candidat.